B

GY. L. 15.427/2.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
20-06-1983
Transmis à M. Coordination
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Fonction publique, le 5 avril 1983, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de l'article 3 de l'arrêté royal n° 141 du 30 décembre 1982 créant une banque de données relatives aux membres du personnel du secteur public", a donné le 30 mai 1983 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 5e april 1983 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 141 van 30 december 1982 tot oprichting van een databank betreffende de personeelsleden van de overheidssector", heeft de 30e mei 1983 het volgend advies gegeven :

20 JUIN 1983

OBSERVATION GENERALE.

L'arrêté en projet tend à assurer l'exécution de l'article 3 de l'arrêté royal n° 141 du 30 décembre 1982 créant une banque de données relatives aux membres du personnel du secteur public.

Dans l'économie de l'arrêté n° 141, l'article 3 n'est pas dissociable des articles 4, 6 et 7, qui assurent la protection de la vie privée par rapport à l'exploitation des renseignements figurant dans la banque de données. A cet égard, le rapport au Roi précédant l'arrêté n° 141 s'exprimait d'ailleurs comme suit :

> "En attendant l'application d'une loi plus générale sur la protection de la vie privée, dont le projet est déposé pour avis au Conseil d'Etat, l'arrêté soumis à Votre signature prévoit comme mesures de protection : le droit des personnes inscrites dans la banque de données d'obtenir communication et rectification des renseignements qui les concernent; l'interdiction formelle de communiquer, à des tiers qui ne sont pas habilités à les connaître, les données relatives aux membres du personnel (de) (lire : et) l'instauration d'une Commission consultative de la protection de la vie privée, chargée de donner des avis sur toute question relative à l'application du présent arrêté, eu égard notamment à l'évolution technique".

Il ne se concevrait dès lors pas que l'arrêté en projet entre en vigueur avant l'arrêté d'exécution des articles 4 et 6 précités.

.../...

La circonstance indiquée au Conseil d'Etat que l'exécution de ces dernières dispositions relèverait, au moins en partie, de la proposition du Ministre de la Justice, n'est pas de nature à permettre au Roi de mettre en oeuvre l'article 3 de l'arrêté n° 141 sans que soient assurées les garanties relatives à la protection de la vie privée, dont ce même arrêté a fait la contrepartie de la création de la banque de données.

C'est sous cette importante réserve que le présent avis est donné.

+

PREAMBULE.

A l'alinéa ler, il s'indique de compléter le texte par ", notamment l'article 3".

DISPOSITIF.

Article ler.

L'article serait rédigé avec plus de précision de la façon suivante :

"Article ler.-

Pour l'exécution de l'article 3 de l'arrêté royal n° 141 du 30 décembre 1982 créant une banque de données relatives aux membres du personnel du secteur public, la communication des renseignements visés aux annexes 1 et 2 du présent

arrêté a lieu mensuellement, celle des renseignements visés à l'annexe 3, trimestriellement".

Article 2.

Aux termes de l'article 3, § 2, de l'arrêté royal n° 141, c'est au Ministre qui a l'emploi et le travail dans ses attributions qu'il incombe de communiquer les renseignements relatifs aux chômeurs mis à la disposition des administrations, services et organismes visés à l'article 2 du même arrêté.

En faisant peser cette obligation sur l'Office national de l'emploi, l'article 2 du projet n'est pas conforme à l'article 3, § 2, précité.

Cela étant, et compte tenu de la rédaction proposée pour l'article ler, l'article 2 devient sans objet et il doit être omis.

Article 3 (devenant l'article 2).

Cet article contient des délégations de pouvoirs au profit du Ministre de la Fonction publique sur des questions de détail qui présentent un aspect purement pratique.

En ce qui concerne les échéances de transmission des renseignements, l'article 3, § ler, alinéa 2, de l'arrêté n° 141 en fixe une pour les mises à jour : celles-ci doivent être

.../...

"communiquées avant la fin du mois qui suit celui au cours duquel les événements qui les provoquent se sont produits".

Afin de prévenir toute équivoque quant à la portée de la délégation, il serait préférable de préciser que les règles fixées par le Ministre ont un caractère complémentaire et de rédiger, par conséquent, la première phrase (devenant l'alinéa ler) comme suit :

"Le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions arrête les règles complémentaires relatives aux modes et aux échéances de transmission des renseignements".

Selon la deuxième phrase, le Ministre "est autorisé à modifier et à adapter les renseignements repris dans les annexes du présent arrêté". Ces modifications et ces adaptations sont purement formelles; en outre, elles concernent moins les renseignements proprement dits que les diverses rubriques au sujet desquelles les renseignements doivent être donnés. La dernière partie de la phrase "sans toutefois ajouter de nouveaux renseignements propres à la personne" est superflue. En effet, seuls les renseignements relatifs à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel ainsi qu'au nombre d'emplois ou de fonctions correspondant à chaque grade ou fonction peuvent être demandés (article 3, § ler, de l'arrêté n° 141). Toute autre demande de renseignements, notamment celle qui aurait trait à la personne elle-même, est en conséquence exclue du champ d'application de l'arrêté n° 141 et de ses arrêtés d'application, sans qu'il faille le répéter expressément.

Le texte suivant est dès lors proposé pour la deuxième phrase, qui deviendrait un deuxième alinéa :

"Il est autorisé à modifier et à adapter les rubriques contenues dans les annexes du présent arrêté afin de les mettre en concordance avec les dispositions propres aux statuts administratif et pécuniaire des membres du personnel des diverses personnes publiques".

+

A N N E X E S.

1. Il ressort des informations fournies au Conseil d'Etat que la liste qui forme l' "Annexe 1" sera utilisée, d'une part, à l'occasion du premier enregistrement et, d'autre part, dans le cas où la personne qui fait l'objet des renseignements aura quitté le service.

Par contre, les modifications à l'un ou à l'autre des renseignements originellement enregistrés feront l'objet d'une communication ordinaire, sans utilisation de la formule de l' "Annexe 1".

Des directives administratives préciseront les cas dans lesquels une communication devra être faite au Ministre de la Fonction publique.

L'intitulé de l'annexe devrait donc être limité au texte suivant, pour éviter des répétitions inutiles :

"Liste des renseignements relatifs à la situation administrative et pécuniaire des personnes employées".

2. La phrase figurant entre parenthèses devrait être supprimée pour les raisons indiquées à propos de l'article 2.

La même observation vaut pour l' "Annexe 3".

3. En ce qui concerne cette "Annexe 3", la présentation du II, 9., "Fonctions supérieures", ne correspond pas à l'intitulé "Dépenses relatives au personnel".

Selon les informations fournies au Conseil d'Etat, on aurait évité d'utiliser le terme d' "allocation" parce qu'il n'est pas d'un emploi généralisé dans tous les organismes visés. Cette raison est peu convaincante puisque le Ministre peut, en vertu de l'article 3 du projet, adapter la terminologie aux divers organismes et qu'au surplus, le terme d' "allocation" est très général.

Mieux vaudrait donc écrire, au 9 : "Allocation pour exercice de fonctions supérieures".

ALGEMENE OPMERKING.

Het ontworpen besluit beoogt de uitvoering te verzekeren van artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 141 van 30 december 1982 tot oprichting van een databank betreffende de personeelsleden van de overheidssector.

In de economie van het besluit nr. 141, kan artikel 3 niet los worden gezien van de artikelen 4, 6 en 7, die de bescherming van de persoonlijke levenssfeer verzekeren ten aanzien van de aanwending van de gegevens die voorkomen in de databank. Het verslag aan de Koning bij het besluit nr. 141 liet zich daarover trouwens als volgt uit :

> "In afwachting van de toepassing van een meer algemene wet op de bescherming van het privé-leven, waarvan het ontwerp voorgelegd is voor advies aan de Raad van State, voorziet het U ter ondertekening voorgelegde besluit in bepaalde beschermingsmaatregelen : het recht van de in de databank ingeschreven personen op mededeling en verbetering van de hun betreffende inlichtingen; het bevat een uitdrukkelijk verbod om de gegevens betreffende de personeelsleden mede te delen aan personen die niet bevoegd zijn om er kennis van te nemen. Het voorziet in de oprichting van een Commissie voor de bescherming op de levenssfeer die tot taak heeft over alle aangelegenheden met betrekking tot de toepassing van dit besluit van advies te dienen ondermeer gelet op de ontwikkeling van de techniek".

Het zou dan ook niet opgaan dat het ontworpen besluit in werking zou treden vóór het besluit dat uitvoering geeft aan de evengenoemde artikelen 4 en 6.

.../...

De voor de Raad van State aangevoerde omstandigheid dat de uitvoering van die laatste bepalingen, althans ten dele, moet geschieden op voorstel van de Minister van Justitie, is niet van die aard dat de Koning artikel 3 van het besluit nr. 141 vermag uit te voeren zonder dat gezorgd is voor de waarborgen betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, die in datzelfde besluit als tegenprestatie voor de oprichting van de databank zijn bedoeld.

Onder dat belangrijke voorbehoud wordt het tegenwoordige advies verstrekt.

+

AANHEF.

In het eerste lid moet de tekst worden aangevuld met de woorden ", inzonderheid op artikel 3".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Het artikel zou nauwkeuriger zijn indien het als volgt werd geredigeerd :

"Artikel 1.-

Voor de uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 141 van 30 december 1982 tot oprichting van een databank betreffende de personeelsleden van de overheidssector, geschiedt de mededeling van de in de bijlagen 1 en 2 van dit besluit bedoelde inlichtingen maandelijks, de mededeling van de in bijlage 3 bedoelde inlichtingen per kwartaal".

.../...

Artikel 2.

De verplichting tot het mededelen van de inlichtingen aangaande de werklozen die ter beschikking gesteld zijn van de besturen, diensten en instellingen, bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 141, rust luidens artikel 3, § 2, van dat besluit op de Minister tot wiens bevoegdheid de Tewerkstelling en de Arbeid behoren.

Artikel 2 van het ontwerp is, waar het die verplichting oplegt aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, niet in overeenstemming met evengenoemd artikel 3, § 2.

Daarom, en mede gelet op de voor artikel 1 voorgestelde tekst, heeft artikel 2 geen onderwerp meer en moet het vervallen.

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

Dit artikel draagt de Minister van Openbaar Ambt bepaalde bevoegdheden op voor detailkwesties van louter praktische aard.

Wat betreft de vervaldagen voor het toezenden van de inlichtingen, stelt artikel 3, § 1, tweede lid, van het besluit nr. 141 er een vast voor de bijwerkingen : deze moeten "worden medegedeeld voor het einde van de maand die volgt op die tijdens welke de gebeurtenissen die er aanleiding toe geven plaatshebben".

Opdat geen misverstand kan ontstaan omtrent de draagwijdte van de opdracht, zou het wenselijk zijn te verduidelijken dat de door de Minister vastgestelde regels van aanvullende aard zijn, en de eerste volzin (die het eerste lid wordt) bijgevolg in dier voege te redigeren :

.../...

"De Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, stelt de aanvullende regels vast betreffende de wijze van en de vervaldagen voor het toezenden van de inlichtingen".

Naar luid van de tweede volzin is de Minister "gemachtigd de inlichtingen opgenomen in de bijlagen van dit besluit te wijzigen en aan te passen". Die wijzigingen en aanpassingen betreffen louter de vorm; bovendien slaan zij niet zozeer op de eigenlijke inlichtingen dan wel op de verschillende rubrieken waarover inlichtingen moeten worden verstrekt. Het laatste zinsdeel "zonder enige toevoeging echter van nieuwe inlichtingen eigen aan de persoon" is overbodig. Het is immers zo dat alleen de inlichtingen over de administratieve en geldelijke toestand van de personeelsleden alsmede over het aantal betrekkingen of ambten overeenstemmend met elke graad of functie, kunnen worden gevraagd (artikel 3, § 1, van het besluit nr. 141). Ieder ander verzoek om inlichtingen, met name een verzoek dat betrekking zou hebben op de persoon zelf, ligt dan ook buiten de werkingssfeer van het besluit nr. 141 en van de besluiten die daaraan toepassing geven, zonder dat dit nog eens uitdrukkelijk hoeft te worden gezegd.

Derhalve wordt voor de tweede volzin, die een tweede lid zou worden, de volgende tekst voorgesteld :

"Hij is gemachtigd de in de bijlagen van dit besluit opgenomen rubrieken te wijzigen en aan te passen, ten einde ze in overeenstemming te brengen met de bepalingen die eigen zijn aan het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de verschillende overheidspersonen".

+

.../...

BIJLAGEN.

1. Blijkens de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen, zal de lijst die de "Bijlage 1" vormt, gebruikt worden, enerzijds bij de eerste registratie, en, anderzijds, ingeval de persoon op wie de inlichtingen betrekking hebben, de dienst mocht hebben verlaten.

De wijzigingen in een van de oorspronkelijk geregistreerde inlichtingen daarentegen zullen op de gewone wijze worden medegedeeld, zonder gebruikmaking van het formulier van "Bijlage 1".

Administratieve richtlijnen zullen verduidelijken in welke gevallen een mededeling zal moeten worden gedaan aan de Minister van Openbaar Ambt.

Om nodeloze herhaling te voorkomen zou het opschrift van de bijlage dan ook moeten worden beperkt tot hetgeen volgt :

"Lijst van de inlichtingen betreffende de administratieve en geldelijke toestand van de tewerkgestelde personen".

2. De volzin tussen haakjes zou om de bij artikel 2 aangegeven redenen moeten worden geschrapt.

Dezelfde opmerking geldt voor "Bijlage 3".

3. In die "Bijlage 3" stemt de formulering van II, 9, "Hogere functies", niet goed overeen met het opschrift "Uitgaven met betrekking tot het personeel".

.../...

Blijkens de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen heeft men het woord "toelage" vermeden omdat het niet in alle bedoelde instellingen algemeen gangbaar is. Dat klinkt niet erg overtuigend : de Minister kan immers krachtens artikel 3 van het ontwerp, de terminologie aanpassen aan de diverse instellingen en bovendien heeft het woord "toelage" een zeer algemene betekenis.

In 9 schrijve men derhalve : "Toelage voor de uitoefening van hogere functies".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,

L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. M. HANOTIAU, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.